

Paris, été 68 : la CIA entraîne la DST dans une opération illégale

Les services secrets des États-Unis en sont convaincus, la communiste Susan Frank, qui enseigne à New York, est une agente à la solde de Mao. Le FBI et la CIA la surveillent de concert, et sollicitent l'aide française lorsqu'elle fait le voyage de Paris. Ils ne seront pas déçus.

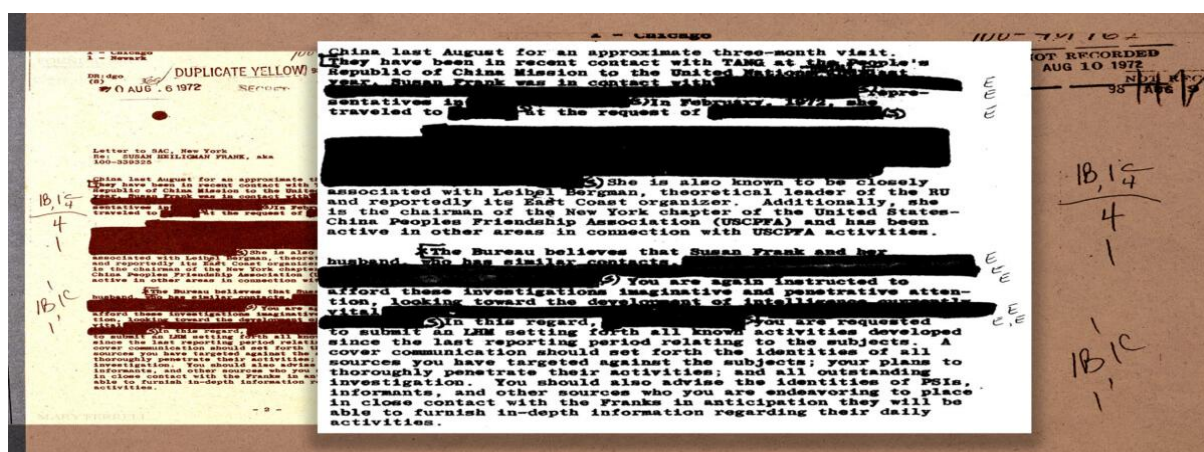
[Patricia Neves](#)

11 août 2025 à 13h30

New York (États-Unis).— En septembre 1972, le bureau du FBI (Federal Bureau of Investigation, la police fédérale des États-Unis) à New York tente d'obtenir des renseignements qu'il considère « vitaux ». Le détail de ce qui deviendra le dossier « Frank » a longtemps été tenu secret. Même après avoir été rendu public, il restait encore, ces dernières années, partiellement illisible, caviardé.

Ce paragraphe, par exemple, d'une [note du FBI](#) de 1972 : « *Chine [...], voyage d'environ trois mois.* » Plus loin : « *Susan Frank était en contact récemment avec [noirci au feutre].* » Ou encore : « *En février 1972, elle s'est rendue à [noirci au feutre] à la demande de [noirci au feutre].* »

En réalité, à New York, Susan Frank et son mari, deux militants communistes, ont été placés sous surveillance bien avant 1972. Pas seulement par les fédéraux du FBI mais aussi, curieusement, par la CIA (Central Intelligence Agency, l'Agence centrale de renseignement), chargée en principe d'opérer à l'étranger (et non sur le territoire des États-Unis.)



Extrait d'une note du FBI de 1972 au sujet de Susan Frank. © Photomontage Mediapart avec captures d'écran

L'intervention de la CIA à domicile a été révélée peu après, en 1974, dans un [article retentissant](#) du *New York Times*. La CIA « a mené une opération de renseignement intérieure illégale et massive », résumait le grand quotidien de la côte est. L'opération Chaos, aussi connue sous l'acronyme MHCHAOS, devient rapidement un immense scandale.

Des milliers de citoyen·nes des États-Unis, comme Susan Frank et son mari, ont été fiché·es, surveillé·es uniquement parce qu'ils ou elles gravitaient à gauche, au sein de groupes considérés comme dissidents : pacifistes, féministes, communistes ou luttant pour les droits civiques des Noir·es américain·es.

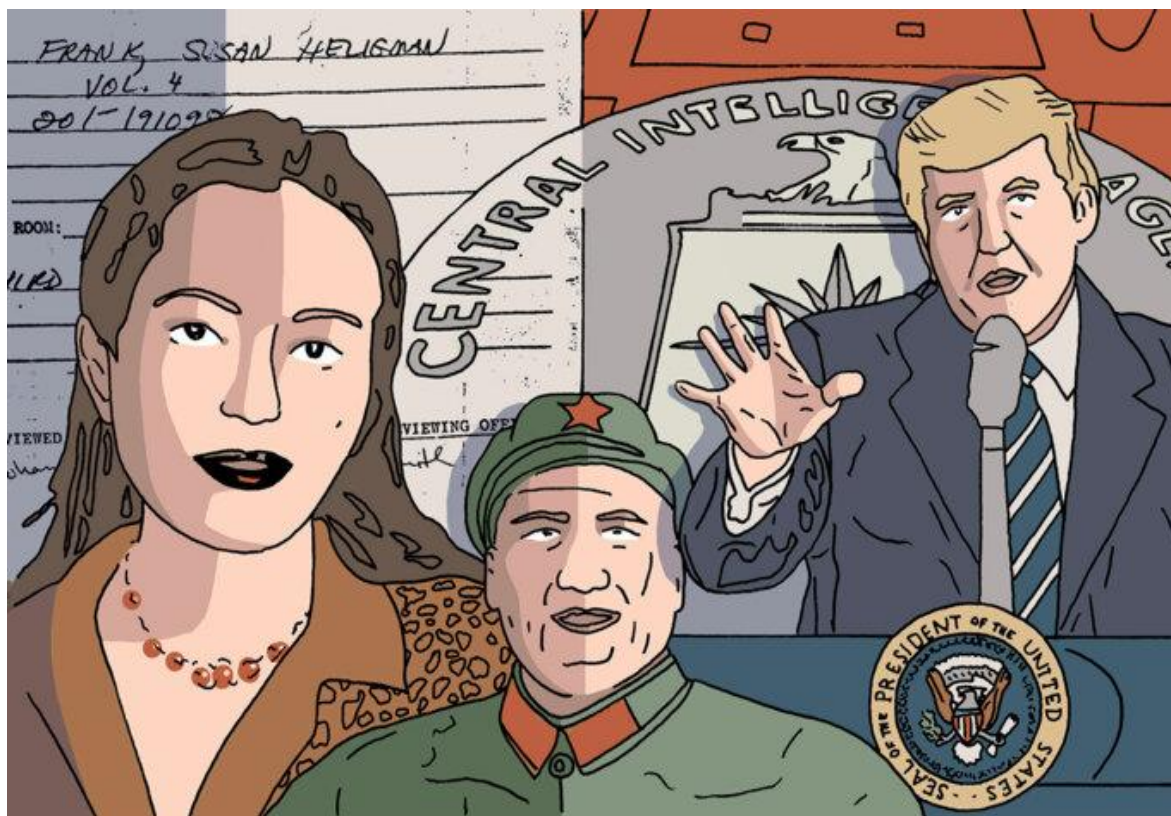
En 1975, MHCHAOS débouche sur une commission d'enquête parlementaire hors norme, visant à élucider les abus des agences de renseignement. Les détails les plus troublants des opérations menées dans les années 1960 et 1970 ont néanmoins été dissimulés jusqu'à nos jours. Jusqu'à ce que le président Donald Trump arrive au pouvoir en 2017.

2017, le tournant Trump

Élu grâce à son discours antisystème, Trump promet (entre autres) de faire toute la transparence sur les opérations de la CIA et des services de renseignement en général, dont il se méfie. Il fera la lumière, dit-il en particulier, sur l'un des épisodes les plus douloureux et les plus violents de l'histoire des États-Unis, sur le complot originel, la mère de toutes les théories : l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas.

Aujourd'hui encore, plus de soixante ans plus tard, la majorité des Américain·es ne croient pas à la version officielle.

En 2017, des dizaines de milliers de documents internes à la CIA, auparavant classés confidentiels, arrivent donc au grand jour. Ils s'ajoutent aux six millions de pages déjà rendues publiques à partir du vote par le Congrès, en 1992, du Kennedy Assassination Records Collection Act, une loi qui était censée faire taire les soupçons.



© Illustration Eugénie Lavenant pour Mediapart

Il faut encore attendre pour que la loi produise tous ses effets. « *En 1998, beaucoup d'informations relatives à l'assassinat de Kennedy ont été rendues publiques mais il y avait finalement peu de nouvelles informations sur la CIA* », explique à Mediapart Arturo Jimenez-Bacardi, chercheur au [National Security Archive](#), un organisme qui œuvre pour la transparence des institutions gouvernementales. Les choses finissent par bouger en 2017, « *lorsque les documents de la CIA ont commencé à être massivement communiqués. Depuis, chaque année quasiment (en 2018, 2021, 2022, 2023 et 2025), il y a de nouvelles révélations* ».

L'histoire de Susan Frank s'insère ici, dans cette gigantesque masse de documents où se mêlent câbles diplomatiques, feuilles volantes, télégrammes ou encore notes prises à la main par des agent·es sous couverture. Des pages publiées parfois dans le désordre, des archives où l'on trouve souvent un même document dans différentes versions, plus ou moins caviardées.

« *Le gouvernement américain et la CIA en particulier sont toujours sur la défensive lorsqu'il s'agit d'évoquer ce qu'ils appellent "les sources et les méthodes"* », rappelle Arturo Jimenez-Bacardi. En enquêtant sur le dossier Frank, on saisit cependant l'étendue du projet MHCHAOS et les moyens colossaux mis à disposition des agences de renseignement.

L'histoire de Susan Frank permet de plonger dans ce double univers, celui des informateurs et des agent·es qui tirent les fils. Il révèle notamment qu'une partie de la surveillance dont elle a fait l'objet s'est déroulée à l'étranger, et plus particulièrement en France. Il montre aussi comment les services de renseignement français vont se retrouver associés, à leur insu, à l'opération MHCHAOS.

Après Mai-68, le voyage à Paris

Pour les services français, la mission s'accélère à l'été 1968. Le 26 juillet, le bureau du FBI à New York reçoit une information qu'il s'empresse de disséminer : selon une source « *très sensible* », désignée par le nom de code NY 4047-S*, Susan Frank souhaite se rendre « *à Paris* », pour « *s'entretenir avec des étudiants susceptibles d'avoir été impliqués dans les événements survenus* » en mai. Susan Frank doit arriver bientôt dans la capitale française, le 2 août.

Selon les pièces du dossier Frank rendues publiques en 2017, le service français de documentation extérieure et de contre-espionnage ([SDECE](#)), l'ancêtre de la DGSE, est aussitôt sollicité par les États-Unis. Les services secrets français répondent avec enthousiasme : « *Votre demande et l'intérêt que votre service porte à cette affaire [Susan Frank – ndlr] ont retenu toute notre attention* », assurent-ils. Muni d'un précieux appareil photo, le SDECE se tient ainsi prêt, dès le 2 août, à accueillir la militante.

On sait peu de choses sur les origines de Susan Frank. Les éléments biographiques contenus dans son dossier sont en général peu bavards sur son passé. On apprend, au détour d'une simple phrase, qu'elle est née à Brooklyn (New York) en 1913 et que ses parents étaient originaires de Russie.

Les renseignements la traquent en raison de ses engagements politiques : elle a rejoint officiellement le Parti communiste américain en 1961. Elle écrit également, sous le pseudonyme de Lisa Armand, pour l'organe de presse du Progressive Labor Party, créé à la

Susan Frank se présente, selon les services français, comme journaliste et professeure. La DGSE a enquêté : elle donne un cours à la Free University de New York, sur la révolution culturelle chinoise, dit-elle. Frank « *fait la propagande de la Chine* », poursuit le rapport français. Elle souhaite s'entretenir en France, lors de son séjour, avec quatre personnes, est-il précisé.

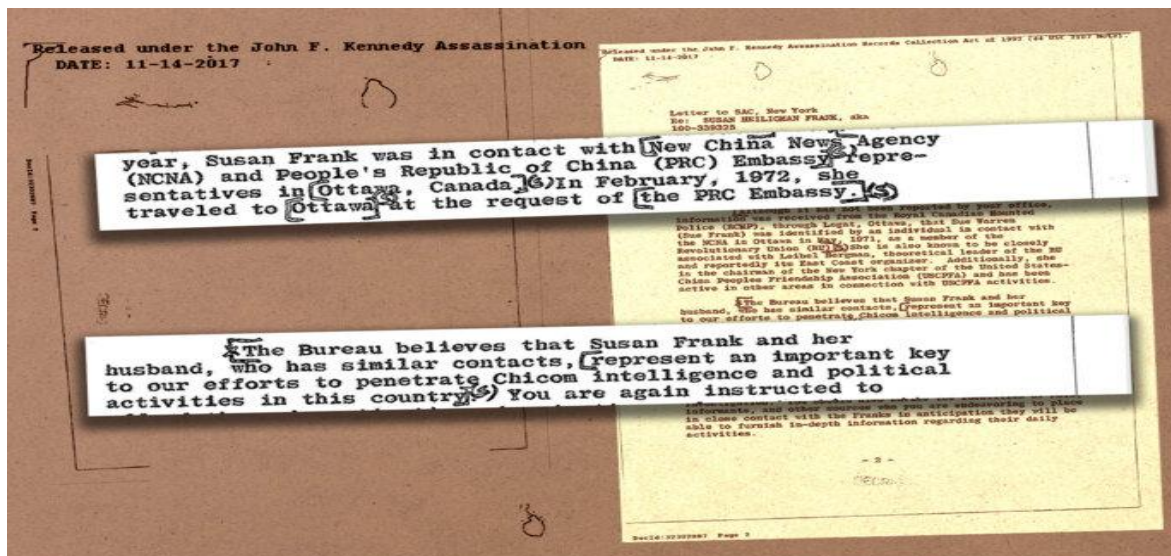
1971, le vol Orly-Pékin

L'une réside aux États-Unis, non loin de New York, l'autre (installée à Paris) travaille pour le magazine *Life*. Les services américains demanderont aux français de vérifier leurs identités. Entre eux, la communication est fluide.

Ce n'est pas la première fois que la France envoie des informations outre-Atlantique sur le couple Frank. Un an auparavant, en 1967, la Direction de la surveillance du territoire (DST) a surveillé son mari, lors d'un précédent voyage à Paris. Ce dernier avait alors été en contact avec Régis Bergeron, de *L'Humanité nouvelle*, une publication marxiste léniniste. Ce n'est pas la dernière fois non plus.

En septembre 1971, la DST signale en effet aux Américains que Susan Frank a embarqué à l'aéroport d'Orly, dans un vol à destination de Pékin. C'est à ce moment-là, autour de 1971, que le dispositif illégal MHCHAOS de la CIA semble s'accélérer dans le dossier Frank. Le bureau new-yorkais du FBI laisse peu de doute quant à l'importance qui est alors accordée au sujet.

« Le bureau pense que Susan Frank et son mari représentent une clé importante pour pénétrer les services de renseignement et les activités politiques » de la Chine communiste, lit-on dans la note de 1972 citée plus haut, dans sa version déclassifiée en 2017. C'est pourquoi le couple Frank peut, selon le FBI, apporter des renseignements « vitaux ».



Extrait d'une note du FBI de 1972 au sujet de Susan Frank. © Photomontage Mediapart avec captures d'écran

Jusqu'ici, les fédéraux avaient leur source, dont la précieuse NY 4047-S*. Une personne proche, à qui Susan Frank se confiait en dehors du travail, une personne qui savait par exemple que Frank avait l'habitude de déjeuner ou de dîner à Chinatown, au restaurant On Luck.

Mais en 1971, lorsque Susan Frank crée son association d'amitié sino-américaine, la CIA décide de passer à la vitesse supérieure. Elle infiltre illégalement, à New York, l'entourage du couple Frank avec l'une de ses jeunes agentes, connue sous le nom de M-7. « Les efforts

persistants de M-7 pour trouver et rejoindre un groupe d'étude pro-Mao ont finalement porté leurs fruits », lit-on dans un document déclassifié en 2025.

Pour parfaire sa couverture de fausse étudiante, M-7 s'inscrit bientôt à l'université New School de New York. « *M-7 s'inscrira également prochainement à un cours d'enseignement de la langue française* », lit-on encore dans le même document déclassifié en 2025. Elle reçoit une avance de 800 dollars (plus de 6 000 dollars d'aujourd'hui) pour se lancer dans sa mission.

L'agente de la CIA se met rapidement au travail. Après avoir assisté à un premier cours donné par Susan Frank, elle rédige le rapport suivant : « *Susan est une experte de la Chine. Je le sais parce qu'elle me l'a dit. Elle l'a dit à tout le monde dès les huit premières minutes du cours. [...] Elle n'avait pas besoin de se vanter. Ses connaissances sont évidentes. Elle a une solide compréhension de la ligne politique chinoise et peut défendre avec brio l'histoire du pays.* »

En 1972, Susan Frank milite tout spécialement contre l'indépendance de Taïwan. Elle s'entretient régulièrement aux Nations unies avec Tang Ming Chao. Selon les renseignements du FBI, les discussions portent essentiellement sur la possibilité de distribuer des films chinois auprès d'un public états-unien.

Dans ses carnets de 1972, entre les nombreux contacts, adresses et numéros de téléphone, Susan Frank rédige une longue liste de choses à faire. Elle écrit aussi, dans une écriture presque illisible : « *Fight Back* » – « riposter ».

Susan Frank ? Non, il n'en a pas entendu parler, assure à la CIA Richard Gibson, un journaliste américain placé sous étroite surveillance à New York, Paris et à Alger, où il est arrivé dix ans plus tôt. Il travaille notamment pour l'avocat Jacques Vergès, auquel s'intéressent beaucoup les renseignements américains. À Paris, on compte à l'époque 128 agents de la CIA, qui occupent le dernier étage de l'ambassade des États-Unis...

[Patricia Neves](#)